

COREE | La relation franco-coréenne élevée au rang de partenariat stratégique global

La poursuite du conflit au Moyen-Orient maintient l'économie sud-coréenne dans un environnement d'incertitude persistante, marqué par des tensions persistantes sur les marchés de l'énergie et le commerce international. Dans ce contexte, les autorités ont adopté un budget additionnel (18 Md USD), au cœur d'une stratégie globale face au choc énergétique, articulée autour de la stabilisation des prix, du soutien aux ménages et de la protection des secteurs stratégiques. La remise en service du réacteur Kori-2 s'inscrit dans cette logique de sécurisation de l'offre énergétique domestique. Si les effets macroéconomiques demeurent difficiles à apprécier dans leur ampleur finale, les premiers signes de transmission à l'économie réelle commencent à apparaître, dans un environnement toutefois soutenu par la forte dynamique du secteur des semi-conducteurs, comme en témoignent les résultats trimestriels records de Samsung Electronics et SK hynix.

Sur le plan diplomatique, la visite d'État du Président Emmanuel Macron à Séoul a notamment permis d'élever la relation bilatérale au rang de partenariat stratégique global, avec un accent sur les coopérations industrielles et technologiques. Séoul a parallèlement consolidé ses partenariats économiques avec l'Indonésie, avec la signature d'accords dans les minerais critiques, l'énergie (dont le GNL), le numérique et les infrastructures, ainsi qu'avec la Pologne, avec un renforcement de la coopération dans la défense, identifiée comme le pilier central de la relation, mais également dans l'industrie et les technologies avancées. Enfin, la Corée et l'Union européenne ont consolidé leur coopération économique, en finalisant un accord sur le commerce numérique, en lançant un dialogue stratégique sur les chaînes d'approvisionnement et les technologies, et en engageant des mises à jour ciblées de leur accord de libre-échange.

Visite présidentielle | Un approfondissement du partenariat économique centré sur les industries stratégiques

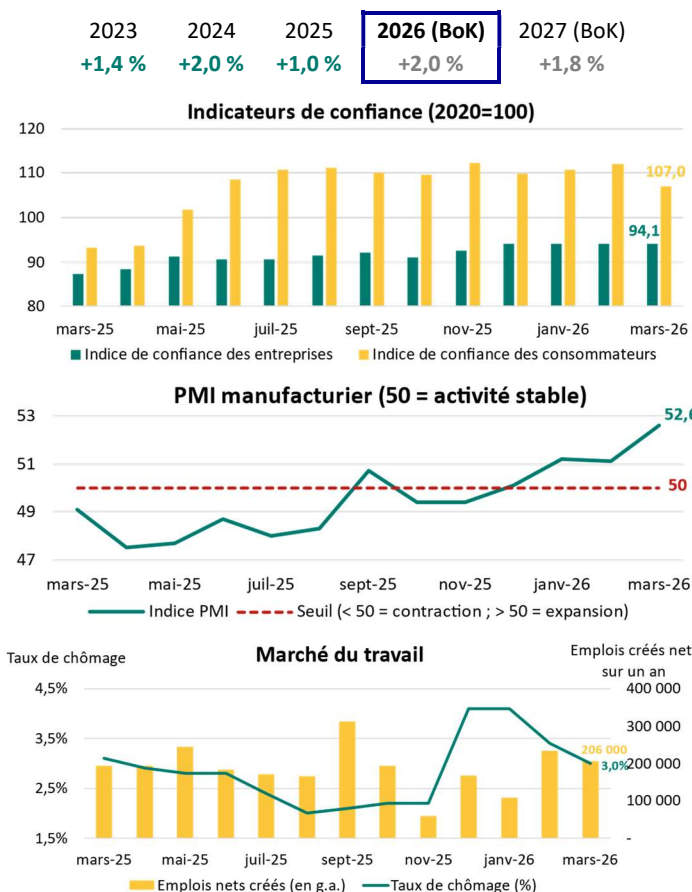
La visite d'État du Président Emmanuel Macron en Corée du Sud, les 2 et 3 avril 2026, a mis l'accent sur le renforcement de la coopération économique et industrielle dans plusieurs secteurs stratégiques, avec la signature d'une lettre d'intention sur les minerais et métaux critiques et d'une autre sur l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs et les technologies quantiques.

Forum économique | Le 3^e Forum économique franco-coréen, coorganisé par la Fédération coréenne des entreprises (FKI) et le MEDEF International, a réuni à Seoul environ 300 représentants publics et privés. Les échanges ont porté sur les enjeux de décarbonation, ainsi que sur les biotechnologies et la *deeptech*, dans une logique de renforcement des coopérations industrielles et technologiques. Le Président de la République a conclu cette séquence en insistant sur la prévisibilité et l'attractivité de la France comme plateforme d'investissement.

Signatures d'accords entre entreprises | En marge du forum, une séquence de signatures a réuni plusieurs entreprises françaises et coréennes, avec 12 protocoles d'entente dans des secteurs tels que la santé, l'énergie, le nucléaire, l'aéronautique et l'environnement. Parmi eux figurent notamment des partenariats entre Orano et KHNP dans le domaine du combustible nucléaire, Sanofi et Kakao Healthcare dans la santé fondée sur l'IA, ATR et Korean Air dans l'aéronautique (développement et support d'appareils régionaux), ainsi que Fives et Hyundai dans les équipements industriels et les technologies de production.

Entretiens avec des conglomérats | La visite a également donné lieu à des échanges entre le Président de la République et trois dirigeants de groupes coréens : Lee Jae-yong (Samsung Electronics), Choi Soo-yeon (Naver) et Chung Eui-sun (Hyundai Motor Group). Ces entretiens ont porté sur l'approfondissement de la coopération dans des secteurs stratégiques, notamment les semi-conducteurs, l'hydrogène et l'IA.

Activité | Un redressement attendu en 2026, dont l'ampleur dépendra de l'environnement géopolitique

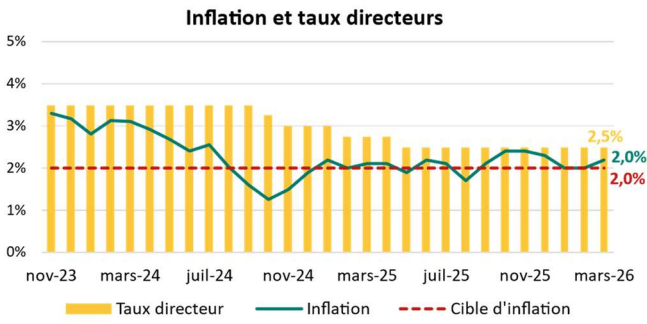


Croissance | En 2025, la croissance s'est établie à +1,0 % (+0,1 p.p.), en ralentissement après +2,0 % en 2024 et à son plus bas niveau hors crises. L'activité a été freinée par le recul de l'investissement dans la construction, partiellement compensé par la reprise de la consommation, le dynamisme de l'investissement productif et la résilience des exportations, notamment dans les semi-conducteurs. Pour 2026, la croissance devrait rebondir, portée par les exportations et la demande intérieure, le Fonds monétaire international ayant maintenu mi-avril sa prévision inchangée à 1,9 %, suggérant un impact limité du conflit au Moyen-Orient.

Indicateurs de conjoncture | Production : en mars, l'indice PMI manufacturier s'est établi à 52,6 (après 51,1 en février), traduisant le rythme d'expansion de l'activité industrielle le plus élevé depuis février 2022. Parallèlement, la confiance des entreprises est restée globalement stable (-0,1 % m/m, +7,8 % a/a), autour de son plus haut niveau depuis octobre 2024.

Demande : l'indice de confiance des consommateurs est tombé en mars à un plus bas niveau depuis 10 mois, le conflit au Moyen-Orient et les prix élevés du pétrole attisant les inquiétudes des ménages (-4,5 % m/m, +14,8 % a/a). De leur côté, les ventes au détail ont reculé en février (-3,1 % m/m, +4,7 % a/a).

Marché du travail | En mars, l'économie coréenne a créé 206 000 emplois sur un an, un rythme soutenu mais en léger ralentissement par rapport au pic de février (+258 000). Le taux de chômage est retombé à 3,0 %, après 4,1 % en janvier puis 3,4 % en février. Ces chiffres masquent toutefois la dégradation continue de l'emploi des jeunes et des dynamiques sectorielles toujours inégales (forte hausse dans les semi-conducteurs et les services, morosité dans l'industrie).



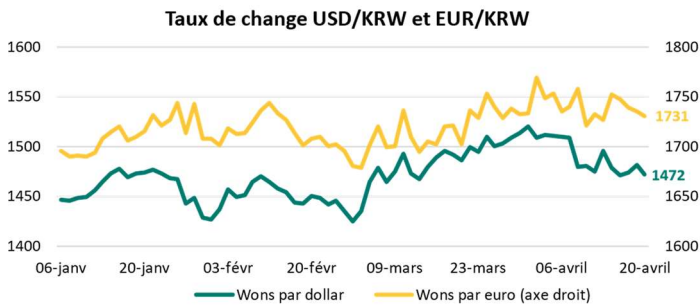
Source : Banque de Corée

Inflation | En mars, l'inflation s'est établie à +2,2 % en glissement annuel, après +2,0 % en janvier et février, légèrement au-dessus de la cible de 2,0 % de la BoK. Cette légère hausse reflète principalement des effets de base sur les prix de l'énergie et de l'alimentation, dans un contexte de volatilité des matières premières importées, tandis que les pressions sous-jacentes demeurent contenues en lien avec une demande intérieure modérée. Pour 2026, la BoK anticipait en février une inflation moyenne de +2,1 %, une prévision susceptible d'être révisée à la hausse, l'OCDE estimant que le choc énergétique pourrait accroître l'inflation annuelle d'environ +0,8 p.p.

Politique monétaire | En avril, la BoK a maintenu son taux directeur à 2,5 %, prolongeant un *statu quo* observé depuis près d'un an. Cette décision, largement anticipée, intervient dans un contexte d'incertitudes accrues, marqué par des pressions haussières sur les prix et des risques baissiers sur la croissance, dans un environnement de forte volatilité financière et de change. L'institution devrait conserver une orientation prudente, un resserrement n'étant envisagé qu'en cas de choc inflationniste durable. Les marchés anticipent toutefois un biais légèrement restrictif, comme en témoigne la remontée du rendement des obligations souveraines à trois ans (voir *infra*).

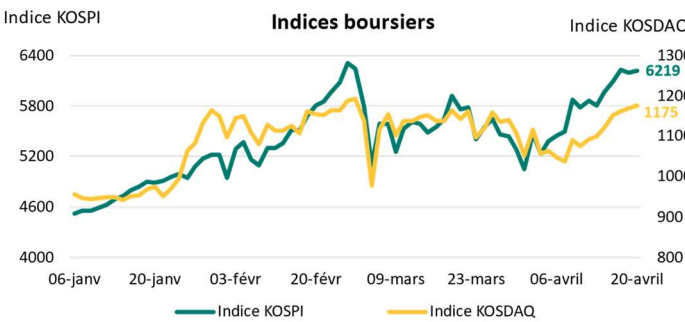
Politique budgétaire | Le 1^{er} avril, les autorités ont adopté un budget additionnel de 26 200 Md KRW (18 Md USD) visant à atténuer l'impact domestique du choc énergétique. Le dispositif, dont l'exécution est prévue à 85 % d'ici juin afin d'en maximiser l'effet contracyclique, cible la réduction du coût des carburants (extension des baisses de taxes et maintien de contrôles des prix des produits pétroliers), le soutien aux ménages vulnérables et l'appui aux industries exposées. À noter que le gouvernement a indiqué que ce budget serait financé par des recettes fiscales supérieures aux attentes et des ressources existantes, sans émission supplémentaire de dette publique.

Marchés financiers | Un rebond partiel dans un contexte d'apaisement des conditions de marché



Bourse | Le **KOSPI a nettement rebondi début avril**. L'indice a en effet reculé d'environ 19 % sur le mois de mars, reflétant la dépendance énergétique du pays au Moyen-Orient, pour clôturer à 5 052 points le 31 mars. Une reprise marquée s'est toutefois amorcée début avril, l'indice progressant d'environ 20 % pour clôturer à 6 219 points au 20 avril, soutenue par l'apaisement des tensions géopolitiques et la performance des valeurs technologiques.

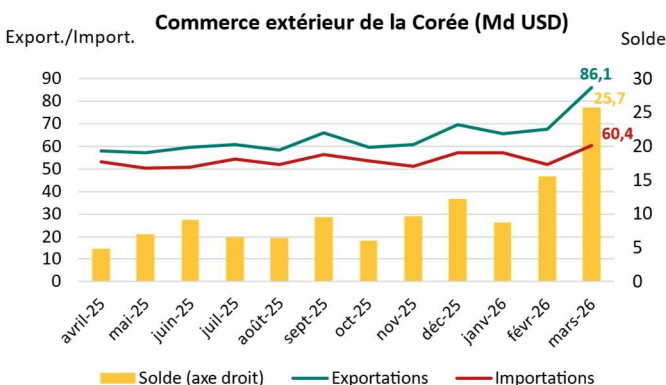
Taux de change | **Les pressions sur le won se sont également partiellement atténuées**. Après avoir atteint un point haut inédit depuis 2009 (1 536 KRW/USD le 31 mars), le taux de change s'est replié en avril, évoluant désormais autour de 1 470-1 480. Cette appréciation du won, qui laisse néanmoins la devise à un niveau proche du seuil psychologique de 1 500, s'explique par l'amélioration du sentiment de marché et par la solidité de la performance extérieure. Face à l'euro, la devise s'est également appréciée, mais seulement de façon temporaire, le taux KRW/EUR demeurant proche des 1 750.



Marché obligataire | **Les taux souverains ont partiellement diminué depuis fin mars**, sous l'effet des interventions des autorités et d'un apaisement du sentiment de risque. Ils restent toutefois orientés à la hausse, sous l'effet de la remontée des anticipations d'inflation liée au choc énergétique et d'un biais monétaire plus restrictif (-0,06 bps sur un mois à 3,35 % pour le taux à 3 ans ; -0,05 bps à 3,69 % pour le taux à 10 ans, au 20 avril).

Source : Banque de Corée

Commerce extérieur | Maintien du dynamisme des exportations, sous l'impulsion du cycle des semi-conducteurs



Source : Trade Map, KITA

Commerce extérieur de biens | En mars, les exportations coréennes ont fortement accéléré, atteignant un niveau record de 86,1 Md USD (+48,3 % en glissement annuel), tirées par le dynamisme des semi-conducteurs (+150 %, 32,8 Md USD) dans un contexte de forte demande liée à l'IA et de hausse des prix des mémoires. La progression s'étend à l'automobile, aux batteries et à l'informatique, tandis que les secteurs de l'énergie et de la pétrochimie demeurent fragiles. Par destination, les exportations ont nettement augmenté vers les principaux partenaires commerciaux (Chine, États-Unis, ASEAN), malgré un recul marqué vers le Moyen-Orient lié aux perturbations logistiques. Dans le même temps, les importations ont progressé plus modérément (+13,2 % à 60,4 Md USD), permettant un excédent commercial record de 25,7 Md USD. Les importations de pétrole brut ont reculé de 5 %, malgré la hausse des prix, illustrant les incertitudes croissantes sur les chaînes d'approvisionnement et les coûts énergétiques.